

MARSEILLE Grève à la SNCF contre la « violence managériale »

« Des cheminots en lutte contre la violence managériale », décrit le syndicat SUD-Rail pour annoncer un mouvement de grève, ce mardi. Lequel concerne tout particulièrement les agents SNCF de l'Unité opérationnelle de Marseille Centre-Var, en charge de la circulation des trains. Ils dénoncent « un management violent » qui les pousse « à bout », notamment du fait de « manque de respect », « des provocations », « du dénigrement », selon leurs mots. Dans un communiqué de presse, le syndicat affirme que de nombreux cheminots, sur des postes d'aiguillages de Marseille et Toulon, ont alerté depuis plusieurs mois quant à ces pratiques qu'ils jugent « toxiques ».

Débrayage aux Baumettes

Dans le cadre d'un mouvement national, les surveillants de prison de FO pénitentiaires du centre des Baumettes ont procédé à un débrayage lundi matin lors de leur prise de service. Le syndicat dénonce à nouveau les conditions de sécurité des agents pénitentiaires dans l'exercice de leur fonction. De nombreux rassemblements avaient lieu en France par les surveillants en colère suite aux violentes agressions qu'ils ont subies plusieurs d'entre eux. La mobilisation faisait suite à des événements qui ont eu lieu à Liancourt et à Beauvais la semaine dernière. Une surveillance de la première a été agressée par plusieurs individus devant son domicile, et deux de ses collègues, dans la seconde, subissaient les foudres d'un détenu du quartier d'isolement.

Action de solidarité du Barreau de Marseille

C'est par une billetterie en ligne que la tombola du Barreau de Marseille organise sa tombola cette année. Pour un ticket à 10 euros, les profits vont à la Ligue contre le cancer. Plusieurs lots sont gagnables : une nuit à l'intercontinental, un bijou Frojo, une lampe Pipistrello... « *L'intégralité des lots est issue de commerces marseillais* », précise l'ordre professionnel des avocats. Le tout sera diffusé en direct, ce mercredi 16 décembre, sur les réseaux sociaux. Pour s'y inscrire, rendez-vous sur le site Internet du Barreau.

Une école dédiée aux autistes menacée de fermeture

MARSEILLE

Ne « respectant pas » les normes du programme d'inclusion scolaire édictées par le ministère de l'Éducation, le centre éducatif Esperenza (12^e) devrait disparaître, selon les familles des enfants scolarisés. Les parents ne croient pas à l'inclusion immédiate de leurs enfants et crient au scandale.

Régroupés devant le centre Esperenza dans le 12^e arrondissement de Marseille, les parents d'élèves sont tendus et ont envie de crier l'injustice qu'ils frappent. Il y a quelques jours, ils ont appris que l'école spécialisée dans laquelle vont leurs enfants autistes va fermer d'ici la fin de l'année scolaire. Le motif ? Elle ne respecte pas le programme d'inclusion édicté par le ministère de l'Éducation.

Un argument qui fait bondir Josiane Pochot, une maman qui a lancé une pétition pour faire annuler cette décision. « *Ils veulent les replacer dans des classes normales de secteur. Chaque enfant a un autisme différent. De nombreux parents ont déjà fait l'expérience des écoles dites normales. Ça c'est très mal passé* », explique-t-elle avant de dévoiler les raisons de cet



Dès 10h du matin, de nombreux parents d'élèves se sont rassemblés devant l'école Esperenza pour dire non à la fermeture de l'établissement. PHOTO C.A.L.

échec. « *Nos enfants sont mis à l'écart par les autres et certains professeurs les laissent dans le couloir car ils les dérangent. Là, dans cet établissement ils font des progrès, ils sont suivis, c'est top et c'est surtout la seule école de Marseille qui propose ces services.* »

En colère contre la bureaucratie

L'école se situe dans un pôle autisme public créé en 2009 qui comprend le Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (Sessad), l'Institut médico-éducatif (IME) la Marsiale et l'hôpital de jour la Farandole. Difficile de comprendre les raisons qui poussent l'État à fer-

mer l'école pour le bien des enfants, alors que leurs propres parents, qui sont par définition les personnes qui les connaissent le mieux, répètent à cor et à cri que c'est une très mauvaise décision de changer alors qu'ils ont « *enfin un enseignement adapté* ». « *Vous imaginez un enfant autiste assis 7 heures par jour ? C'est n'importe quoi, la structure normale de l'éducation ne peut pas fonctionner. Mais que voulez-vous, ce ne sont que des autistes, ils ne comptent pas* », jâche, amer et dépité, un père de famille. Présente sur les lieux, Laurence Luccioni, adjointe au maire des 11-12 Sylvain Souvestre, partage le sentiment d'incompréhension

des parents : « *Le tout inclusif ce n'est pas possible. Le degré des troubles n'est pas le même selon l'enfant. Cela va en faire souffrir certains et les mettre encore plus en difficulté.* »

« *Nous, parents, sommes unanimes sur les progrès que réalisent nos enfants grâce à l'organisation et la compétence des enseignants et accompagnants, qui sont des professionnels investis et expérimentés* », écrit Josiane Pochot dans sa pétition qui a recueilli plus de 1 000 signatures en deux jours. Une mobilisation qui pourrait porter ses fruits puisqu'une réunion d'urgence devrait avoir lieu la semaine prochaine. Charles-Alexandre Louaas

Les salariés de l'association Fouque veulent retrouver du sens au travail

MARSEILLE

Les salariés de l'association marseillaise Fouque ont débrayé, ce lundi matin, à l'appel de la CGT. Ils revendiquent, entre autres, une prime Covid mais aussi de retrouver du sens à leur travail.

Entre des débrayages et un rassemblement devant les locaux de leur direction, les salariés de l'association Fouque à Marseille ont tout fait pour être entendus.

Si c'est principalement la prime Covid et les questions de revalorisations salariales qui cristallisent leur colère (lire notre article du 14 décembre), ils réclament aussi de retrouver du sens dans leur travail.



Les salariés de l'association Fouque se sont mobilisés, lundi matin, pour des revendications nombreuses PHOTO A.B.

En charge principalement de minots handicapés ou en grandes difficultés, ils jugent particulièrement durs leurs conditions d'exercice. « *On a un management qui n'est pas au plus près des salariés. [...] Il y a*

aussi une opacité totale sur l'utilisation des financements », explique Malika Lassami, représentante du personnel CGT de l'association. Elle évoque péle-mêle la « *désorganisation* », « *le manque*

d'écoute et de revalorisation salariale ». Mais surtout « *le sentiment de ne pas être là pour les enfants, plutôt pour une logique financière* ». Elle tient pour preuve, une expertise des risques psychosociaux faite par un cabinet d'experts commandée par le CHSCT avant le premier confinement. Une expertise aux résultats « *calamiteux !* », selon elle. « *Elle relève des violences institutionnelles et j'en passe ! Depuis, rien n'a changé.* »

La direction a tout de même reçu une délégation représentant les différents services de l'association. Si la CGT a obtenu quelques avancées, notamment sur le remboursement des salaires des travailleurs placés en activité partielle et dont le salaire n'était pas completé, le syndicat s'est dit pas totalement satisfait de la rencontre. A.B.